

**Unité Départementale Aube – Haute-Marne**

TROYES, le 1er juillet 2024

Nos réf. : SAU/EC/MI n° 24 - 334

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25/06/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SCARA**

ZI de Villette  
10700 VILLETTE-SUR-AUBE

Code AIOT : 0005702130

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25 juin 2024 dans l'établissement SCARA implanté ZI de Villette, 10700 VILLETTE-SUR-AUBE. L'inspection a été annoncée le 19 avril 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a eu lieu dans le cadre de l'action régionale relative au plan d'opération interne. Elle a également ciblé le magasin de stockage des produits phytosanitaires, notamment au regard des évolutions de la réglementation faisant suite à l'accident de ROUEN.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SCARA
- ZI de Villette - 10700 VILLETTE-SUR-AUBE
- Code AIOT : 0005702130
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

Il s'agit d'un silo classé Seveso seuil bas au titre du stockage d'engrais et au titre du stockage de produits phytosanitaires.

### **Thèmes de l'inspection :**

- Action régionale 2024
- Plans d'urgence
- Risque incendie
- Sécurité/sûreté

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Localisation des risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
7	Contenu du POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe V	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
8	Exercice POI	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 69 alinéas 3 et 4	Mise en demeure, respect de prescription ; Mesures conservatoires	1 mois
9	Formation en lien avec l'application du POI	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 58	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
10	Compatibilité des produits	AP Complémentaire du 11/01/2007, article 24 alinéa 6	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
11	Moyens de lutte contre un sinistre	AP Complémentaire du 11/01/2007, article 28	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
12	Dispositions constructives de parois séparatives	AP Complémentaire du 11/01/2007, article 24 alinéa 4	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
13	Détection automatique d'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Point 12 de l'annexe II <i>(dans les conditions fixées par le point 2 de l'Annexe VII)</i>	Mise en demeure, respect de prescription ; Mesures conservatoires	3 mois
14	Maintenance des équipements de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Mise en demeure, respect de prescription ; Mesures conservatoires	6 mois
15	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Point 23 de l'annexe II	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
16	Surveillance et contrôle des accès	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Point 25 de l'annexe II	Mise en demeure, respect de prescription ; Mesures conservatoires	1 mois
17	Implantation du stockage extérieur	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Point 2.III de l'annexe II - alinéas 1 à 3	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
18	Rétention dans l'ancien Gamm Vert	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Point 10 de l'annexe II <i>(dans les conditions fixées par le point 2 de l'Annexe VII)</i>	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative du site	AP Complémentaire du 26/09/2016, article 2	Sans objet
2	Statut Seveso	AP Complémentaire du 26/09/2016, article 2	Sans objet
3	Positionnement Seveso 3	Code de l'environnement du 01/06/2015, article L.515-32 point II	Sans objet
5	Fiche d'information du public	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe IV	Sans objet
6	Existence d'un POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 alinéa 4	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

La visite a mis en exergue de nombreuses non-conformités. Une partie d'entre-elles montre un certain manque d'entretien des installations. Pour les autres, elles montrent un manque de culture de l'entreprise vis-à-vis de sa sécurité, malgré le double classement Seveso seuil bas des installations.

Pourtant, les accidents de ROUEN et l'explosion de BEYROUTH sont représentatifs de la gravité et de la typologie des accidents pouvant survenir sur ce type d'installations. Par ailleurs, il est important de noter la proximité immédiate d'un autre site Seveso qui serait affecté par les effets irréversibles engendrés par un accident au niveau du stockage des ammonitrates.

L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant qu'il est le seul responsable de la sécurité de son site. La contractualisation avec un prestataire pour l'épauler dans les situations de crise ne le dispense pas de cette responsabilité. En tout état de cause, l'inspection des installations classées note que la culture d'entreprise sur la maîtrise opérationnelle de la sécurité et la gestion de crise sont à consolider et ce, d'autant plus avec le départ imminent du responsable industriel qui était jusqu'à présent le seul, hormis le responsable HSE, à assurer l'astreinte de surveillance du site.

Des actions sont attendues.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative du site

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 26/09/2016, article 2				
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Nomenclature ICPE				
<b>Prescription contrôlée :</b>				
N° de rubrique et alinéa		Libellé de la rubrique (activité)	Volume autorisé	Régime
2175	1	<b>Engrais liquide</b> (Dépôt d') en récipients de capacité unitaire supérieure ou égale à 3 000 L	8 cuves de 72 m <sup>3</sup> , soit <b>576 m<sup>3</sup></b>	D
4702		<b>Engrais solides simples et composés à base de nitrate d'ammonium.</b>		
	II	Engrais simples et composés solides à base de nitrate d'ammonium	<b>&lt; 1 250 t</b>	A
	III	Mélange d'engrais simples solides à base de nitrate d'ammonium	<b>&lt; 3 000 t</b>	A
	IV	Engrais simples et composés solides à base de nitrate d'ammonium ne répondant pas aux critères I	<b>&lt; 6 000 t</b>	DC
4510		<b>Dangereux pour l'environnement aquatique</b> de catégorie aiguë 1 ou chronique 1.	<b>&lt; 200 t</b>	A
4130	2	<b>Toxicité aiguë</b> catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation, substances et mélanges liquides.	<b>&lt;10 t</b>	D
4140		<b>Toxicité aiguë</b> catégorie 3 pour la voie d'exposition orale (H301)		
	1	Substances et mélanges solides	<50 t	D
	2	Substances et mélanges liquides	<10 t	D
4150		<b>Toxicité spécifique</b> pour certains organes cibles (STOT) exposition unique catégorie 1.	<20 t	D
4511		<b>Dangereux pour l'environnement aquatique</b> de catégorie chronique 2.	<200 t	D
1436		<b>Liquides combustibles</b> de point éclair compris entre 60°C et 93°C (stockage ou emploi de).	<100 t	NC
1510		<b>Entrepôts couverts</b> (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t)	23 400 m <sup>3</sup>	DC
<b>Constats :</b> Les stocks présents sont conformes aux quantités autorisées.				
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite				

**N° 2 : Statut Seveso**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 26/09/2016, article 2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Nomenclature ICPE
<b>Prescription contrôlée :</b>  Pour les produits visés par les rubriques n°4130, 4140, 4150, 4510, 4511, l'exploitant devra s'assurer et pouvoir justifier en permanence que la somme des quantités stockées est inférieure à 500 tonnes.  Pour les produits visés par les rubriques n°4702-II et 4702-III, l'exploitant devra s'assurer et pouvoir justifier en permanence que la somme des quantités stockées est inférieure à 3 000 tonnes.  L'exploitant s'assure et peut vérifier à tout moment que les sommes Sa, Sb et Sc définies à l'article R.&nbsp;511-11 du Code de l'environnement calculées avec les seuils hauts sont inférieures à 1 et que ses installations ne répondent pas à la règle de cumul seuil haut.
<b>Constats :</b>  Les sommes de quantités stockées visées aux premier et deuxième alinéas sont respectées. Au regard des stocks présentés, le seuil Seveso Seuil haut n'a pas été atteint par cumul.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Positionnement Seveso 3**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/06/2015, article L.515-32 point II
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Nomenclature ICPE
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant procède au recensement régulier des substances, préparations ou mélanges dangereux susceptibles d'être présents dans ses installations et le tient à jour.
<b>Constats :</b>  En 2024, l'exploitant a réalisé son recensement dans les délais impartis. Le pôle régional a validé cette déclaration.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Localisation des risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques majeurs
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée.  Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.  La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.
<b>Constats :</b>  Chaque risque figure sur un plan différent. Les équipements de sécurité afférents n'y sont pas représentés.  A l'entrée des trois cellules de stockage des produits phytosanitaires, les pictogrammes des différents dangers sont affichés, sans corrélation avec les produits réellement stockés. Par exemple, le pictogramme « produits inflammables » figure sur la porte de la cellule 3, alors que les produits qui relèvent de cette typologie sont stockés dans la cellule 2.  L'inspection des installations classées note l'absence de plan détaillé du magasin de stockage des produits phytosanitaires, permettant de visualiser l'organisation intérieure du bâtiment : emplacement des cellules, produits stockés (notamment les aérosols qui peuvent présenter des risques d'explosion), ... De même, les consignes sont absentes.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'inspection des installations classées rappelle la nécessité d'avoir un plan lisible et opérationnel.  L'inspection des installations classées rappelle également à l'exploitant que les prescriptions de l'annexe II de l'AMPG du 11 avril 2017 s'appliquent également à ces installations, dans les conditions fixées par le point 2 de l'Annexe VII. Les points 3.5 et 21 de cet arrêté fixent respectivement le contenu des documents à disposition des secours et des consignes, ainsi que les articles 59 et 60 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription

**N° 5 : Fiche d'information du public**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe IV
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques majeurs
<b>Prescription contrôlée :</b>  ÉLÉMENTS D'INFORMATION À COMMUNIQUER AU PUBLIC PAR LA PRÉFETE EN APPLICATION DE L'ARTICLE R. 515-89 - PARTIE 1 :  Pour tous les établissements couverts par le champ du présent arrêté :  1. Le nom ou la dénomination sociale de l'exploitant et l'adresse complète de l'établissement concerné ;  2. La confirmation que l'établissement est soumis aux dispositions réglementaires mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement, qu'il a fait l'objet d'une autorisation conformément à l'article L. 511-2 du code de l'environnement et qu'il a présenté une étude de dangers prévue à l'article L. 181-25 du code de l'environnement ;  3. Une explication, donnée en termes simples, de la ou des activités de l'établissement ;  4. La dénomination commune ou la classe et catégorie de danger des substances dangereuses concernées se trouvant dans l'établissement qui pourraient donner lieu à un accident majeur, avec indication de leurs principales caractéristiques dangereuses dans des termes simples ;  5. Des informations générales sur la façon dont le public concerné sera averti, si nécessaire ; des informations adéquates sur le comportement approprié à adopter en cas d'accident majeur ou l'indication de l'endroit où ces informations peuvent être consultées électroniquement ;  6. La date de la dernière inspection et des informations sur l'endroit où il est possible d'obtenir, sur demande, des informations plus détaillées sur l'inspection et le plan d'inspection qui y est lié, sous réserve des dispositions des articles L. 124-4 et L. 515-35 du code de l'environnement ;  7. Les précisions relatives aux modalités d'obtention de toute autre information pertinente, sous réserve des dispositions des articles L. 124-4, L. 124-5 et L. 515-35 du code de l'environnement.
<b>Constats :</b>  Par courriel du 3 juin 2024, l'exploitant a transmis la fiche d'information de l'établissement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



**N° 6 : Existence d'un POI**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 – alinéa 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques majeurs
<b>Prescription contrôlée :</b>  Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2023.
<b>Constats :</b>  Le plan d'opération interne (POI) existe. La dernière version à disposition de l'inspection des installations classées est celle de 2020.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Contenu du POI**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques majeurs
<b>Prescription contrôlée :</b>  DONNÉES ET INFORMATIONS DEVANT FIGURER DANS LE PLAN D'OPÉRATION INTERNE, OU DANS SA MISE À JOUR POSTÉRIEURE AU 31 DÉCEMBRE 2021.  a) Nom ou fonction des personnes habilitées à déclencher des procédures d'urgence et de la personne responsable des mesures d'atténuation sur le site et de leur coordination ;  b) Nom ou fonction du responsable des liaisons avec l'autorité responsable du plan particulier d'intervention ;  c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ;  d) Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte ;  e) Dispositions prises pour que, en cas d'incident, l'autorité responsable du déclenchement du plan particulier d'intervention soit informée rapidement, type d'informations à fournir immédiatement et mesures concernant la communication d'informations plus détaillées au fur et à mesure qu'elles deviennent disponibles ;  f) Dispositions visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention ;  g) Au besoin, dispositions prises pour former le personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter et, le cas échéant, coordonner cette action avec les services d'urgence externes ;

h) Dispositions visant à soutenir les mesures d'atténuation prises hors site ;

i) Dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, dont les méthodes de prélèvement appropriées, et les analyses comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté, et portant sur les substances toxiques, les types de produits de décomposition mentionnés au I de l'annexe III et, le cas échéant, pour les installations relevant du L. 515-36 du code de l'environnement, les substances générant des inconvénients forts sur de grandes distances. Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023.

j) Moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté.

#### **Constats :**

Le POI dans sa version V4 de février 2020 à disposition de l'inspection des installations classées n'est pas fonctionnel. Les fiches réflexes attribuées aux différentes missions sont insuffisamment précises et ne permettent pas de guider pas à pas les acteurs vers les actions à mener. Elles fixent seulement le cadre générique. Des photographies, des logigrammes de décision ou des listes d'actions à réaliser pourraient utilement être joints au document.

Les personnes référencées pour tenir les fonctions de DOI n'appartiennent plus à l'entreprise. Après le départ imminent du directeur industriel, le site ne disposera plus de personnel opérationnel à cette fonction, hormis l'animateur HSE.

Par ailleurs, la définition des prélèvements environnementaux est en cours avec un prestataire dédié.

De plus, la présence des bureaux du siège à proximité des installations, mais en dehors des zones d'effets, permet d'avoir une salle pour installer un poste de commandement. Sa présence, sa localisation et le matériel nécessaire à la mise en œuvre du POI ne sont pas anticipés.

L'exploitant a déclaré avoir 2 versions du POI : l'une pour les services extérieurs (autorité, SDIS, ...) et l'autre interne, plus fonctionnel. Il a également indiqué avoir souscrit un contrat avec un prestataire pour l'épauler en cas d'accident, pour faire face à la gestion de crise.

L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant qu'il est le seul responsable de la sécurité de son site, classé Seveso à double titre. Il peut être, certes, opportun de s'appuyer sur un prestataire pour l'aider à construire les réponses en amont de tout accident. Cependant, l'exploitant doit être techniquement capable d'assurer la maîtrise des enjeux de son site.

En tout état de cause, l'inspection des installations classées note que la culture d'entreprise sur la maîtrise opérationnelle de la sécurité et la gestion de crise reste à construire, hormis l'animateur HSE, et ce, d'autant plus avec le départ imminent du responsable industriel qui était jusqu'à présent le seul à assurer l'astreinte de surveillance du site.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Le contenu du POI doit être actualisé rapidement et revu afin d'être opérationnel.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**N° 8 : Exercice POI**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 69, alinéas 3 et 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques majeurs
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire. Dans le cas où le plan d'opération interne n'a pas fait l'objet d'un test dans les trois dernières années, un exercice est organisé au plus tard le 1er septembre 2023.  Les exercices font l'objet de compte-rendus qui sont tenus à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  Le compte-rendu de l'exercice du 24 juin 2022 a été transmis par courriel du 27 juin 2022. Le scénario testé est le feu d'origine électrique dans le local de commande du silo Briant 1, avec recherche de victime. Le POI n'a pas été déclenché et les différentes fonctions liées au POI n'ont pas été attribuées. Il s'agit davantage d'un exercice de défense incendie que d'un exercice POI.  Lors de la visite, les compte-rendus des exercices du 2 juin 2013 (magasin phytopharmaceutique) et 3 mars 2019 (stockage ammonitrates) ont été présentés. Il s'agit, là encore, d'exercices de défense incendie.  Ces exercices sont davantage « joués » par les pompiers que par le personnel du site. À aucun moment, le POI n'est déclenché lors de ces exercices et les différents rôles assurés.  Aucun exercice de noyage d'une cellule de stockage des produits phytopharmaceutiques n'a jamais été mené.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'inspection des installations classées rappelle qu'un exercice POI ne nécessite aucunement la présence des sapeurs-pompiers et doit être testé avec le personnel de l'entreprise. La nouvelle version du POI devra être testée rapidement afin de permettre son appropriation par les différents acteurs et amendée par rapport au retour d'expérience qui sera réalisé à la suite de l'exercice.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription

**N° 9 : Formation en lien avec l'application du POI**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 58
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Formation du personnel
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, l'application des consignes, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en oeuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant, chargées de la mise en oeuvre des moyens de lutte contre l'incendie ou d'intervention, sont aptes à manoeuvrer ces équipements et à faire face aux éventuelles situations dégradées.  Ces personnes sont entraînées à la manoeuvre de ces moyens.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a indiqué que 80 % du personnel a été formé à la manipulation des extincteurs les 30 et 31 janvier 2024.  Une sensibilisation aux risques a été réalisée dans un groupe de travail POI les 9 et 24 avril 2024. Elle concerne 15 à 16 salariés. L'inspection des installations classées note que le responsable du site de Villette n'y a pas participé alors qu'il est le premier concerné par la sécurité du site.  L'exploitant a montré la mise en place de caméras de surveillance à distance afin d'effectuer la levée de doute, dont l'une permet de lire les informations portées sur le système de sécurité incendie. Cette surveillance est effectuée uniquement par le responsable industriel 365 jours par an, même lors de ses congés. Aucun dispositif d'astreinte n'existe.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Un dispositif d'astreinte doit être mis en place de façon réactive. La formation du personnel assurant ces astreintes est à réaliser dans les plus brefs délais. Les attestations de formation et le planning d'astreinte seront transmis à l'inspection des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription

**N° 10 : Compatibilité des produits**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 11/01/2007, article 24 alinéa 6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques chimiques
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le type de produits (risques génériques, incompatibilité) attribué à chacune des cellules est affiché sur un panneau à l'entrée de celles-ci. La localisation des cases est identifiable depuis l'extérieur du bâtiment, par une matérialisation sur les murs extérieurs.
<b>Constats :</b>  Les pictogrammes affichés sur les portes, côté zone d'expédition, montrent l'absence de prise en compte de l'incompatibilité des risques. Par exemple, les produits classés inflammables et les produits dangereux pour la santé sont classés tous deux dans la cellule 2 alors que ces produits sont incompatibles d'après la matrice de compatibilité produits.  À l'extérieur, la localisation des cases est uniquement visualisable par le numéro de cellule affiché sur la porte. L'inspection des installations classées note l'absence de matérialisation des murs coupe-feu et d'affichage des risques sur ces accès.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Les produits dangereux pour la santé seront déplacés rapidement dans une cellule stockant des produits compatibles. Sur un pas de temps plus long, un audit de la compatibilité des produits sera mené.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 11/01/2007, article 28
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les cellules de stockage doivent être accessibles à tout moment et les voies d'accès au bâtiment sont maintenues dégagées. Toutes les issues doivent être dégagées en permanence et leur ouverture doit être toujours possible, même en cas de sinistre. Le local de stockage de l'émulseur et du surpresseur est dotée de parois REI120 (coupe-feu 2h). Il est maintenu accessible en permanence depuis l'extérieur du bâtiment.</p> <p>L'exploitant doit s'assurer que l'établissement dispose d'une ressource en eau suffisante compte tenu des risques présentés, et d'un débit d'eau suffisant, régulier et disponible à tout moment. Il dispose :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- d'un surpresseur de capacité 40 m<sup>3</sup>/h et 9 bars ;</li><li>- d'un dispositif d'extinction automatique à la mousse dans les trois cellules de stockage. Une réserve d'émulseur de 1 m<sup>3</sup> est disponible en permanence sur le site. La bonne tenue des caractéristiques de l'émulseur est régulièrement vérifiée, à une fréquence déterminée par l'exploitant. Le local de stockage de l'émulseur est maintenu hors gel. Le dispositif d'extinction automatique est régulièrement vérifié, au minimum une fois par an et testé à une fréquence déterminée par l'exploitant, au minimum tous les trois ans.</li><li>- d'extincteurs adaptés, maintenus en état de fonctionnement et répartis en nombre suffisants à l'intérieur des locaux et à proximité des dégagements, bien visibles et toujours facilement accessibles.</li></ul>
<b>Constats :</b> <p>Le surpresseur et la cuve d'1 m<sup>3</sup> d'émulseur sont présents. Un organisme intervient annuellement pour vérifier le fonctionnement du dispositif d'extinction automatique. Le responsable du magasin indique que le dispositif est testé chaque mois. L'exploitant précise que des travaux ont été menés en interne afin de faciliter ces tests. Seule une vanne doit être encore manœuvrée manuellement lors des tests.</p> <p>L'inspection des installations classées note qu'un risque d'oubli de remettre cette vanne dans la position automatique existe. Aucun mode opératoire n'est présent dans le local afin de vérifier l'exhaustivité des actions réalisées. Aucun dispositif visuel ne permet de vérifier la position adéquate de cette vanne à volant.</p> <p>De plus, deux des extincteurs de la zone de préparation de commande ne sont pas accessibles.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- une photographie attestant de l'accessibilité des 2 extincteurs visés ;</li><li>- la solution retenue permettant de s'assurer de la position automatique de la vanne à volant ;</li><li>- le mode opératoire relatif à la phase de test du dispositif d'extinction automatique.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription

**N° 12 : Dispositions constructives de parois séparatives**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 11/01/2007, article 24 alinéa 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les cellules sont séparées par des parois REI120 (coupe-feu 2h). Un retour sous toiture RE30 (pare flammes de degré 30 min) est en place. Le local de stockage des semences est également constitué de parois REI120 (coupe-feu 2h).
<b>Constats :</b>  Les parois séparatives sont des murs en parpaing. Le retour sous toiture est vu, de part et d'autre, de chaque paroi.  Toutefois, le mur qui sépare la cellule de stockage des semences avec l'ancienne zone Gamm Vert présente une lézarde importante sur 5 m. Par ailleurs, l'un des piliers métalliques, intégré dans ce mur, ne présente plus de calorifugeage. Par conséquent, le caractère REI120 de ce mur n'est plus assuré.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées tout document permettant de justifier la réalisation de ces travaux et le caractère coupe-feu de ce mur post-travaux.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription

## N° 13 : Détection automatique d'incendie

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Point 12 de l'annexe II *(dans les conditions fixées par le point 2 de l'Annexe VII)*

**Thème(s) :** Risques accidentels, Incendie

### Prescription contrôlée :

La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site.

Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu.

Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage.

Sauf pour les installations soumises à déclaration, l'exploitant inclut dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe les documents démontrant la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection.

### Constats :

En journée, le personnel est présent en permanence sur site. L'exploitant sera donc averti par l'alarme sonore. Les diffuseurs sonores ont été vus dans la cellule 3 et dans la zone de préparation des commandes.

Or l'exploitant a reconnu que la transmission des alarmes, en tout temps, n'était plus opérationnelle en raison des travaux sur les réseaux de téléphonie réalisés récemment. La nuit, l'exploitant argumente que l'extinction automatique se mettra en fonctionnement sans avoir besoin d'intervention humaine.

L'inspection des installations classées remarque que la cellule de stockage des semences et la cellule stockant des combustibles (ancien magasin Gamm Vert) ne sont pas équipées d'extinction automatique. De plus, l'inspection des installations classées rappelle qu'en cas de panne du surpresseur alimentant l'extinction automatique, en l'absence de redondance, une intervention humaine est nécessaire, notamment pour alerter les secours afin qu'ils puissent enclencher le dispositif avec leur pompe.

### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant justifiera de la remise en fonctionnement de la transmission d'alarme.

### Type de suites proposées : Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription



**N° 14 : Maintenance des équipements de sécurité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance.  L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur.  Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports de vérifications et maintenance ainsi que le cas échéant, les justificatifs des suites données à ces vérifications. En cas de défaillance des équipements et moyens de lutte contre l'incendie, l'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations, notamment les mesures compensatoires permettant de garantir une efficacité équivalente pour la lutte contre l'incendie, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.
<b>Constats :</b>  Dans la cellule de stockage des semences, l'un des exutoires est affiché comme hors-service. Dans la cellule de stockage des matières combustibles (ancien Gamm Vert), 4 des 6 exutoires sont également inopérants. La dernière vérification a été réalisée en avril 2024. L'exploitant a indiqué qu'il devait prendre connaissance des devis établis par son prestataire. Aucune mesure compensatoire n'est actuellement mise en œuvre.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant justifiera de la remise en fonctionnement des exutoires et des mesures compensatoires mises en œuvre pour faire face aux défaillances des équipements et moyens de lutte contre l'incendie.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Point 23 de l'annexe II

**Thème(s) :** Risques accidentels, Incendie

**Prescription contrôlée :**

Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule.

L'alinéa précédent est applicable à compter du 31 décembre 2023 pour les entrepôts existants ou dont la déclaration ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement est antérieur au 1<sup>er</sup> janvier 2021, soumis à déclaration ou enregistrement, lorsque ces entrepôts n'étaient pas soumis à cette obligation par ailleurs.

Le plan de défense incendie comprend :

- les schémas d'alarme et d'alerte » décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 de la présente annexe ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ;
- les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de la présente annexe ;
- le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;
- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe, et le cas échéant l'attestation de conformité accompagnée des éléments prévus au point 28.1 de la présente annexe ;
- s'il existe, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé au point 28.1 de la présente annexe ;
- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe ;
- la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ;
- la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent ;
- les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ;
- les mesures particulières prévues au point 22.

Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.

Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.

Ce plan de défense incendie est inclus dans le plan d'opération interne s'il existe. Il est tenu à jour.

<p>Lorsqu'il existe un plan d'opération interne pris en application de l'article R. 181-54 du code de l'environnement, ce plan comporte également :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident ;</li> <li>- les modalités prévisionnelles permettant d'assurer la continuité d'approvisionnement en eau en cas de prolongation de l'incendie au-delà de 2 heures ; Ces modalités peuvent s'appuyer sur l'utilisation des moyens propres au site, y compris par recyclage ou d'autres moyens privés ou publics. Le cas échéant, les modalités d'utilisation et d'information du ou des gestionnaires sont précisées. Dans le cas d'un recyclage d'une partie des eaux d'extinction d'incendie, l'absence de stockage de produits dangereux ou corrosifs dans la zone concernée par l'incendie devra être vérifiée. Le recyclage devra respecter les conditions techniques au point 13 de la présente annexe.</li> </ul>
<b>Constats :</b> Le contenu de ce plan de défense contre l'incendie n'est pas inclus dans le POI.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription

#### N° 16 : Surveillance et contrôle des accès

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Point 25 de l'annexe II
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>En dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'entrepôt, une surveillance de l'entrepôt, par gardiennage ou télésurveillance, est mise en place en permanence afin de permettre notamment l'alerte des services d'incendie et de secours et, le cas échéant, de l'équipe d'intervention, ainsi que l'accès des services de secours en cas d'incendie, d'assurer leur accueil sur place et de leur permettre l'accès à tous les lieux.</p> <p>Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre à l'entrepôt. L'accès aux guichets de retrait, s'ils existent, reste cependant possible. Cette disposition est applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>En dehors des heures d'exploitation et d'ouverture du site, la surveillance est assurée à distance, grâce au téléphone d'astreinte mise en place. Une application permet d'accéder aux images des caméras de surveillance. L'enregistrement s'enclenche par détection de mouvement. Ces vidéos sont enregistrées et disponibles durant 9 mois.</p> <p>L'inspection des installations classées rappelle que cette surveillance doit être <u>permanente</u>. Les modalités mises en place n'y répondent pas, d'autant plus que la transmission des alarmes est inopérante (cf. constat n°13).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription

**N° 17 : Implantation du stockage extérieur**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Point 2.III de l'annexe II - alinéas 1 à 3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les parois externes des cellules de l'entrepôt (ou les éléments de structure dans le cas d'un entrepôt ouvert) sont suffisamment éloignées des stockages extérieurs et des zones de stationnement susceptibles de favoriser la naissance d'un incendie pouvant se propager à l'entrepôt.</p> <p>La distance entre les parois externes des cellules de l'entrepôt et les stockages extérieurs susceptibles de favoriser la naissance d'un incendie n'est pas inférieure à 10 mètres.</p> <p>Cette distance peut être réduite à 1 mètre :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• si ces parois, ou un mur interposé entre les parois et les stockages extérieurs, sont REI 120, et si leur hauteur excède de 2 mètres les stockages extérieurs ;</li><li>• ou si les stockages extérieurs sont équipés d'un système d'extinction automatique d'incendie.</li></ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Au Nord du magasin, sont implantées les bennes de stockage de déchets. Celles-ci ne sont pas pourvues d'extinction automatique.</p> <p>La benne de déchets de bois est implantée à 7 m du mur de la cellule 3. Or celui-ci n'est pas REI120 sur toute sa hauteur.</p> <p>Par conséquent, le risque de propagation d'un incendie de la benne vers le bâtiment n'est pas exclu.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant réorganisera l'implantation des bennes de manière à ce qu'elles soient éloignées de 10 m du mur de la cellule 3.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription

**N° 18 : Rétention dans l'ancien Gamm Vert**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Point 10 de l'annexe II  
(dans les conditions fixées par le point 2 de l'Annexe VII)

**Thème(s) :** Risques accidentels, Pollution

**Prescription contrôlée :**

Tout stockage de matières liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention interne ou externe dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

Toutefois, lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres.

**Constats :**

Dans l'ancien Gamm Vert, il a été constaté la présence de produits utilisés par le service agronomique sans rétention appropriée.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription